

# Le Brésil : Grève générale de 48 heures ! Descendons dans la rue ! A bas Temer, le Congrès et les réformes !

*La lutte du peuple brésilien contre les gouvernements corrompus successifs, d'abord celui de Dilma, la dauphine de Lula, et maintenant contre celui de Temer, ainsi que contre les mesures d'austérité, prend de plus en plus d'ampleur avec l'appel à une grève générale le 24 mai. Et une solidarité internationale est importante. Voici un article de la direction du PSTU, la section brésilienne de la LIT-QI, du 19 mai.*

Temer a dit qu'il ne démissionnera pas, malgré la décomposition avancée du gouvernement.

L'enregistrement de la conversation de Temer avec le patron de JBS, soutenant l'achat du silence d'Eduardo Cunha, a placé ce gouvernement dans une situation de quasi agonie.

Avec la popularité en dessous du mesurable, après la grève générale du 28 avril, le gouvernement s'affaiblit encore plus, montrant que nous pouvons le renverser, lui et ces malfrats du Congrès, et que nous pouvons mettre en échec les réformes des patrons.

Temer était toujours soutenu par « le marché » : les banquiers internationaux et nationaux, les industriels, la chaîne de télévision Globo, tous les médias et tout le ramassis bourgeois de ce pays qui ne représentent pas plus que ce 1 % de milliardaires qui nous exploitent tous les jours. Ils pensaient que Temer obtiendrait, avec ce Congrès corrompu, l'approbation des réformes qui nous arrachent nos droits, pour augmenter leurs profits et leurs pillages. Tout comme ils ont soutenu la gouvernance de Dilma, aussi longtemps qu'elle avait assez de soutien pour faire de même : mettre fin à l'assurance-chômage et le paiement du Plan d'intégration sociale (PIS).

Actuellement, tout cela est remis en cause. Le gouvernement Temer a peu de chances de mener à bien l'adoption des réformes, car il a perdu sa capacité à réellement gouverner. Comme cela fut déjà le cas avec Dilma, ils veulent choisir un autre Président par le biais du Congrès pour assurer les réformes contre nous.

Temer a annoncé qu'il ne démissionnerait pas. Il veut convaincre « le marché » qu'il peut garantir les réformes. Apparemment, les principaux secteurs bourgeois sont d'un avis contraire, et les pressions sur le gouvernement pour qu'il démissionne viennent de tous les côtés. Mais ils défendent l'élection d'un autre Président par le Congrès, avec le maintien de l'équipe économique actuelle et l'approbation des réformes pour donner plus d'argent aux banquiers, à JBS et consorts.



Si la première tâche est de se débarrasser du gouvernement de Temer, il n'est pas moins important d'empêcher le Congrès et le Tribunal fédéral suprême (STF) de décider qui va nous gouverner. Descendons dans la rue, faisons une grève générale de 48 heures, pour renverser Temer et ces filous du Congrès et, en passant, pour mettre fin à ces réformes une fois pour toute ! Nous avons la force de les vaincre, de les renverser et de construire une alternative de ceux d'en bas. En fin de compte, ce sont la classe ouvrière, les travailleurs, les secteurs populaires qui produisent tout ce qui existe et qui font fonctionner ce pays.

En ce sens, il est très important d'occuper Brasilia le 24 mai, pour mettre fin aux réformes, et maintenant aussi pour faire tomber le gouvernement et le Congrès. Mais il faut que les syndicats acceptent la proposition de la CSP-Conlutas et qu'ils convoquent à la grève générale de 48 heures et à une journée de rassemblements unitaires qui peut faire sortir des millions de gens dans la rue.

**Il ne suffit pas que Temer dégage. Il faut les renverser TOUS et en finir avec les réformes !**

Nous n'allons pas laisser « changer quelque chose pour que rien ne bouge ». Ce que nous voulons, c'est que Temer dégage, et TOUS les autres avec lui. Nous n'accepterons pas un « nouveau » Président élu par ce Congrès, afin qu'avec cette bande de bandits, il reprenne l'approbation des réformes en faveur des patrons et des corrompus. Nous n'acceptons pas le « grand accord » d'en haut.

Le PT, le PSOL, Rede, entre autres, plaident en faveur de l'élection directe du président, sans toucher à ce Congrès de filous.

Nous ne pouvons pas accepter l'élection du président par le Congrès, ni que ce Congrès de corrompus reste en place et continue à soumettre au vote des réformes qui écrasent nos droits, comme le demandent les banquiers, les hommes d'affaires et les corrompus, contre les travailleurs et la majorité du peuple. Nous devons exiger que TOUS dégagent. Et nous devons exiger le retrait des Réformes de la prévoyance sociale, des Lois du travail et de la Loi sur les sous-traitances.

La voie à suivre passe par l'organisation de comités, l'exigence de la convocation à une grève générale, de 48 heures cette fois, et la descente dans la rue. De cette façon, nous allons également organiser et défendre les alternatives des travailleurs à la crise.

Nous savons bien, nous, que nous n'allons pas changer vraiment le pays à travers des élections de cette démocratie de riches : ce n'est pas vraiment démocratique, car c'est contrôlé par le pouvoir économique. Les politiciens sont élus en promettant une chose, puis ils passent quatre ans à faire autre chose et à gouverner pour ceux qui commandent dans ce système : les banquiers et les grands patrons. Avec Dilma (du PT) et avec Temer ont gouverné les banques et les grandes entreprises. Basta ! Assez des gouvernements des grandes entreprises et des partis qui gouvernent pour eux, comme le PSDB et le PMDB, mais aussi le PT.

La véritable alternative est la conquête du pouvoir pour les ouvriers et les gens pauvres, par la lutte et l'union de ceux d'en bas, afin que nous puissions gouverner moyennant des conseils populaires, avec une véritable démocratie, afin de mettre en œuvre une politique économique qui mette fin à l'exploitation, en garantissant une société dans laquelle il n'y a pas une petite minorité de riches et une grande majorité de pauvres.

Nous devons construire notre alternative.

Cependant, nous n'accepterons d'aucune façon l'élection indirecte du Président, ni que ce Congrès continue à gouverner, car il ne nous représente pas. Nous allons renverser le gouvernement. Et si le pouvoir de ceux d'en bas n'est pas encore construit, nous devons exiger des élections générales maintenant, pour tous : le Président, les députés, les sénateurs, et tous les autres.

### **Construire une alternative des travailleurs. Les ouvriers et les gens pauvres au pouvoir !**

La situation de la classe ouvrière brésilienne est très difficile et elle s'est encore détériorée avec l'actuelle crise capitaliste, car pour maintenir et accroître le profit des patrons, ils licencient en masse, ils diminuent nos salaires, ils augmentent la violence contre les jeunes pauvres et noirs de la périphérie et les autochtones, et ils veulent mettre fin à ce qu'il nous reste des droits que nous avons acquis.

Nous avons besoin d'emplois, de logement, de terre, d'éducation, de soins de santé et de droits. Nous ne pouvons pas permettre qu'ils mettent fin à la retraite, aux droits du travail, qu'ils imposent la loi de la sous-traitance et continuent à réduire les budgets sociaux pour rémunérer les banquiers et les corrompus.

L'alternative des travailleurs à la crise est de mettre fin à l'exploitation et au pillage avec les mesures suivantes :

- Réduction du temps de travail sans réduction de salaire, pour que tous aient un emploi, et l'assurance-

- chômage pour tous les chômeurs en temps de crise ;
- Plan de construction de logements populaires et d'infrastructures sanitaires de base, d'écoles, d'hôpitaux ;
- Un budget pour l'éducation, la santé publique et la prévoyance sociale.

Pour assurer nos demandes, nous devons faire face aux banquiers, aux multinationales et à la corruption, et donc :

- Ne pas payer la dette aux banquiers ; une dette qui consomme près de la moitié de tout ce que le pays recueille pour enrichir une poignée de spéculateurs qui se font payer les taux d'intérêt les plus élevés du monde ;
- L'emprisonnement et la confiscation des biens de tous les corrompus et corrupteurs. Il ne suffit pas d'encaisser une petite amende et de laisser ces voleurs millionnaires – qui s'enrichissent avec le vol de biens publics – disposer de leurs sociétés et de leurs fortunes.
- Nous préconisons que toutes les entreprises impliquées dans la corruption soient expropriées, étatisées sans compensation à leurs propriétaires voleurs, et placées sous le contrôle de leurs travailleurs. Odebrecht, JBS, J&F, OEA, et toutes les autres sociétés (y compris les banques).
- Etatisation du système financier sous le contrôle des travailleurs ;
- Etatisation des multinationales et des grandes entreprises ;
- Nationalisation et étatisation des latifundia sous le contrôle des travailleurs, pour être mis au service de la production de nourriture pour le peuple, et en partie pour la réforme agraire.

Ces mesures sont possibles. Mais seul un gouvernement socialiste des travailleurs, qui gouverne moyennant des conseils populaires élus dans les quartiers, dans les écoles, dans les usines – où ce sont ceux d'en bas qui discutent et décident ce que nous devons faire dans le pays – nous permettra de changer tout cela, et pas le 1 % des patrons et ce Congrès vendu.

, Nous n'obtiendrons pas un tel gouvernement par des élections, mais grâce à notre mobilisation unifiée. Nous avons vu dans la grève générale que nous sommes très forts ensemble, la classe ouvrière, toute la classe travailleuse, les étudiants et les gens pauvres.. C'est nous qui produisons tout ce qui existe et qui faisons fonctionner le pays. Nous n'avons pas besoin de banquiers et de propriétaires d'usines, ni de politiciens corrompus élus dans ces élections, où c'est le pouvoir économique qui commande.



## **Ligue Communiste des Travailleurs**

Section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI)

[www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be) - [lct.cwb@gmail.com](mailto:lct.cwb@gmail.com) - [www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs](https://www.facebook.com/LigueCommunisteDesTravailleurs)

Ne jetez pas ce tract sur la voie publique, passez-le plutôt à un camarade. - Ed. resp. : J. Talpe, rue de l'Elan, 73 - 1170 Bxl